L'impact de l'institution dans les processus d'émancipation des mineurs migrants de Beni Mellal (Maroc) en Galice (Espagne)

*The impact of institutionalization in Beni Mellal's (Morocco) migrant children's
emancipation process in Galicia (Spain)*

*El impacto de la institucionalización en los procesos de emancipación de los
menores migrantes de Beni Mellal (Marruecos) en Galicia (España)*

Sofia Laiz Moreira

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/7274>

DOI : 10.4000/remi.7274

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 79-96

ISBN : 979-10-90426-25-2

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Sofia Laiz Moreira, « L'impact de l'institution dans les processus d'émancipation des mineurs migrants de Beni Mellal (Maroc) en Galice (Espagne) », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 31 - n°2 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 16 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7274> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7274>

L'impact de l'institution dans les processus d'émancipation des mineurs migrants de Beni Mellal (Maroc) en Galice (Espagne)

❖ Sofia Laiz Moreira¹

Introduction

Depuis les années 2000, le phénomène migratoire des mineurs non accompagnés est au cœur des analyses sur les migrations internationales. Les études sur ce sujet se sont focalisées sur l'insertion de ces enfants dans les structures institutionnelles au sein desquels ils ont été accueillis après la migration. Elles s'intéressent principalement à leurs itinéraires migratoires (Vacchiano 2007a, 2007b), aux politiques publiques qui exercent un impact considérable sur leurs parcours (Chavez et Menjivar, 2010) et à l'approfondissement de la compréhension des relations entre ces enfants et leurs familles (Whitehead et Punch, 2012 ; Vacchiano, 2010). À l'échelle européenne, l'analyse s'est concentrée sur les différents cadres législatifs et les régimes juridiques des États concernés par ces migrations². En Espagne, en particulier, cette approche juridique a été développée par García Vázquez (2005), Arce Jiménez (2006), Fernández González (2006) et López Azcona (2008). De façon plus générale, ce pays accorde une grande importance à la recherche relative à la situation des mineurs³.

En France, parmi les axes de recherche privilégiés, la question de l'influence des réseaux migratoires a été évaluée par Chadia Arab (2002, 2005) à partir de l'étude des migrations de jeunes en provenance de la région de Tadla Azilal – où est localisée la province de Beni Mellal – et de l'analyse du fonctionnement des filières transnationales marocaines, en Espagne (Arab et Sempere, 2009) et en France (Arab, 2010). Cet axe de recherche, a aussi été le centre d'intérêt d'Émilie Duvivier (2008, 2009, 2010a, 2010b) qui a exploré le thème de la post-

---

1 Doctorante et chercheuse à l'ESOMI (équipe de recherches en sociologie des migrations internationales), faculté de sociologie, université de La Corogne, campus Elviña, s/n 15071, A Coruña, España ; sofia.laiz@udc.es

2 Senovilla Hernández, 2007, 2009, 2010 ; Kanics, Senovilla et Touzenis, 2010 ; Kanics et Senovilla, 2010.

3 Quiroga (2003, 2006 et Quiroga et al. 2009), Jiménez Álvarez (1999, 2003, 2004, 2005, 2006, 2011), Bermúdez (2004), Suarez Naváz (2006), Monteros (2007), Checa Olmos et al. (2006), Giménez Hernández (2009) et Gimeno Monterde (2012).

institutionnalisation et le rôle des réseaux sociaux dans les parcours de ces mineurs. Le travail de recherche⁴ présenté dans cet article embrasse plusieurs points soulevés dans les recherches précédemment citées. Il a pour objectif de contribuer à la compréhension des migrations des enfants non accompagnés, et ce dans une perspective transnationale et multidimensionnelle. Il présente une recherche multi-située qui inclut des entretiens réalisés, à la fois, avec des jeunes résidents, en Galice, et avec des membres de leurs familles résidant dans la province marocaine de Beni Mellal. Cette étude prend, non seulement, en considération les éléments structurels et les politiques publiques qui conditionnent les parcours de ces mineurs, mais aussi les dynamiques – aux niveaux familial et communautaire – qui influencent leur projet migratoire. En définissant la notion de projet migratoire comme l'ensemble des objectifs et des attentes qui ont été conçus au moment de la décision de la migration, ce travail articulera les aspects macro aux aspects méso et micro de notre étude, afin de mieux comprendre le rôle de l'enfant au sein d'une structure sociale plus vaste et dans plusieurs contextes sociaux, celui du pays d'origine et celui du pays de destination.

À cette fin, cette recherche repose sur une démarche d'enquête combinant des méthodes quantitatives et qualitatives : une enquête quantitative réalisée en 2010, portant sur vingt-quatre cas de mineurs non accompagnés, hébergés dans les centres de protection de l'enfance en Galice, et une enquête qualitative et longitudinale comprenant douze cas suivis pendant leurs séjours dans les centres de protection, et dont les entretiens ont été renouvelés après leur sortie du système institutionnel. Dans certains cas, la méthodologie des récits de vie a été mise en œuvre, elle a été complétée par des entretiens approfondis avec des membres de leurs familles résidents au lieu d'origine (parents, fratrie, grands-parents, cousins ou oncles), dans le but d'identifier les dynamiques de groupe situées en arrière-plan de leurs projets et de leurs trajectoires. Précisons que tout au long de cette enquête, une attention particulière a été portée sur les trajectoires de formation des jeunes migrants, sur l'impact des politiques de formation et d'emploi, ainsi que sur l'accompagnement à l'émancipation dont ils ont bénéficié en quittant leur institution d'accueil. La sortie des jeunes du dispositif d'accueil à leur majorité a aussi fait l'objet d'entretiens, ces derniers ont été réalisés auprès d'experts et de représentants des autorités publiques du système de protection de l'enfance de la région. Notre démarche prend également en compte le cas des enfants qui ont migré de façon autonome (cinq cas) et n'ont pas recherché la protection institutionnelle. Le champ d'application territoriale de l'analyse a été défini par la recherche d'un contexte d'origine précis : la province de Beni Mellal, dans la région de Tadla Azilal, au Maroc.

La constitution de l'échantillon vise à représenter la pluralité des profils des parcours migratoires et des situations familiales, compte-tenu d'un certain nombre de variables telles que le lieu d'origine, le lieu d'établissement, le type de migration (autonome ou à l'intérieur de réseaux familiaux) et l'existence d'attaches familiales sur le lieu d'installation. Notre travail tente d'évaluer le conditionnement de la famille, des réseaux sociaux et des mesures prises dans le cadre du parcours éducatif du mineur, considérés comme des facteurs déterminants

4 Une partie des résultats de cette recherche ont été obtenus dans le cadre du projet « NAMA » code 11-CAP2-1548, financé par l'Agence espagnole de Coopération internationale au développement (AECID).

dans la transition vers l'âge adulte. Cette hypothèse présuppose une influence décisive des politiques migratoires et d'intervention auprès des mineurs, sur leurs possibilités d'insertion sociale après la période d'institutionnalisation.

Migration des mineurs non accompagnés : le cas de l'Espagne et de la région galicienne

Les flux migratoires de mineurs non accompagnés, en Europe, ont émergé au cours des dernières décennies du XXe siècle. Les premières statistiques officielles datent des années 1995 et 1996, avec l'arrivée des premiers enfants non accompagnés dans les régions du sud de la Péninsule ibérique et aux îles Canaries. Le cas de l'Espagne mérite une attention particulière car il permet de mettre en exergue une évolution extrêmement rapide de la situation, comparativement à d'autres pays d'accueil en Europe (Senovilla, 2007).

Les statistiques officielles, fournies par le système de protection de l'enfance de la Galice, par exemple, indiquent que c'est en 2006 qu'arrivent les premiers enfants recensés sous la catégorie de « *mineurs étrangers non accompagnés* ». L'accroissement de cette frange de population est attesté, en 2007, avec la prise en charge de près de soixante-dix jeunes par le système régional de protection de l'enfance. La plupart des arrivées antérieures à ces années sont liées aux transferts à partir d'autres régions espagnoles, telles que les îles Canaries, qui accueillent un nombre plus élevé d'enfants migrants isolés. À partir de cette période, l'augmentation du nombre d'enfants accueillis est associée, selon les témoignages des autorités provinciales consultées, à un « *appel d'air* » dû aux meilleures conditions d'accueil offertes aux enfants par le système régional galicien en comparaison de celles accordées par les autres communautés autonomes espagnoles. Parmi les facteurs explicatifs mis en évidence par les sources de données institutionnelles figure la taille réduite des structures d'hébergement, permettant notamment une attention plus individualisée de la part des institutions galiciennes. Notre enquête de terrain a montré cependant que la plupart des enfants interrogés auraient, davantage, migré grâce au soutien des réseaux de parenté établis dans le lieu de destination. Leurs comportements migratoires se caractérisent par une dimension fortement communautaire, organisée sur la base des réseaux installés en Galice. Leur choix révèle la prédominance du capital social familial comme ressource dans l'accès à la migration, de manière identique à d'autres profils du système migratoire marocain, tel celui des femmes (Heering, Van der Erf et Van Wissen, 2004 : 323). De plus, l'envoi d'un membre de la famille à l'étranger fait partie des stratégies familiales de survie chez les populations des régions de l'Afrique du nord en situation de grande précarité (Castles, 2002 : 1149).

Les flux migratoires d'enfants venant de Beni Mellal comportent donc une dimension collective et communautaire forte, caractéristique des régions les plus traditionnelles du Maroc. Le fonctionnement du capital social transnational peut également expliquer le choix inhabituel de la Galice comme lieu de destination puisqu'il semble attester d'une relation entre ces flux de mineurs migrants et des réseaux de parenté qui se sont structurés dans cette région au cours de la dernière décennie. La présence de groupes familiaux originaires de villages de la province de Beni Mellal est en partie liée à l'attraction qu'a suscitée l'économie

galicienne, en raison de l'existence d'un marché transfrontalier entre l'Espagne et le Portugal.

« J'avais mon oncle ici, je lui ai demandé de m'amener ici, comme un service, et il m'a dit que oui, ma mère lui a demandé et tout, et quand il m'a amené ici en Espagne, nous sommes venus en voiture, moi je voulais 'partir' car je ne voulais pas étudier, je suis parti à l'âge de seize ans [...], j'avais seize ans et je venais de Beni Mellal, ma ville, jusqu'à Tanger, et depuis Tanger, je me suis mis dans le coffre, dans une valise [...], il y a beaucoup de contrôles là-bas [...], ils ont ouvert la voiture et ils ont mis la main dans la valise et m'ont trouvé [...], ils m'ont amené dans un cachot des enfants et mon oncle était emprisonné. Après ma tante qui habitait à La Corogne est venue me chercher, je l'ai appelée et elle est venue me chercher. Je voulais venir avec ma famille, j'ai de la famille ici et ils vont m'aider et tout, tu comprends ? Là-bas, j'ai seulement mes parents et ils sont déjà âgés, ils peuvent me mettre à la porte. J'ai mon oncle à Arteixo (Galice), une autre tante à Lugo (Galice), et un autre oncle à Murcie (sud de l'Espagne). Et, quand j'aurai mes papiers je pourrai aller voir ma sœur qui est en France. J'ai une deuxième sœur en Italie, aussi. »

(Entretien avec un jeune migrant marocain, 19 ans, ancien mineur non accompagné résidant dans un centre de protection à La Corogne, originaire de Tagzirt, province de Beni Mellal).

« J'ai mon oncle maternel ici en Galice, et pour les vacances je vais chez lui. »

(Entretien avec un mineur non accompagné, 14 ans, résidant dans un centre de protection à Ferrol, originaire de la ville de Beni Mellal).

À la différence des mineurs originaires de Beni Mellal, les entretiens avec les jeunes en provenance d'autres régions marocaines rendent compte de parcours plus fréquemment porteurs d'errances et de passages à travers de nombreuses communautés espagnoles avant leur arrivée en Galice. Pour ces derniers, le choix d'atteindre la Galice a pu se concrétiser, en concordance avec les déclarations des autorités du système régional de l'enfance, sur la base des conseils de pairs rencontrés au cours de leurs parcours qui ont pu relayer l'information d'une meilleure protection et d'un meilleur traitement reçu dans les communautés du nord de l'Espagne.

Enfants venant de Beni Mellal en route vers la Galice : la complexité d'un système migratoire particulier

Le profil type des mineurs migrants en provenance de Beni Mellal est celui d'un adolescent qui a abandonné l'école aux premières étapes de l'enseignement secondaire venant, généralement, d'un milieu rural et présentant des conditions familiales précaires (Unicef, 2005). Il est important de noter la différence significative observée entre les enfants migrants venant de Beni Mellal (installés en Galice ou ailleurs) et ceux qui proviennent d'un contexte plus urbain tel que Tanger-Tétouan, Nador et Casablanca. Les projets de ces derniers se caractérisent par une plus grande autonomie comprenant souvent une étape préalable durant laquelle ils avaient quitté leur foyer et s'étaient retrouvés dans une situation d'errance (Jiménez, 2011). À l'inverse, les enfants en provenance de Beni Mellal – et notamment ceux arrivés en Galice – ont des caractéristiques spécifiques dans leurs trajectoires migratoires qui évoquent plutôt des projets reposant sur les possibilités offertes par les réseaux de type familiaux structurés

au sein des espaces de destination. Les témoignages ci-dessous illustrent le contraste entre les deux profils :

« [...] Le fait d'être toute une journée dans les rues à ne rien faire... J'aimais ça avant, être dans la rue à me promener, mais maintenant je me rends compte de tout le temps qui est passé et que j'ai perdu en ne faisant rien... ici au moins, j'étudie, il y a beaucoup de choses qui ont changé depuis que je suis ici... »

(Entretien avec un garçon marocain hébergé en tant que mineur non accompagné par le système galicien de protection de l'enfance, 18 ans, migration autonome sans attache familiale, venu de Nador).

« À la maison, ils ont commencé à parler... aussi mes amis et collègues dans le quartier parlaient et j'ai commencé à envisager l'idée d'y aller... avec de l'argent, avec des voitures... et j'ai pensé que c'était une bonne idée de venir et j'ai décidé de trouver le moyen [...] mon oncle a su le faire. Mon père était venu avant en Espagne, mais il n'a pas réussi à obtenir les 'papiers' afin de nous amener ici. Mon oncle était en Galice aussi. »

(Entretien avec un garçon marocain hébergé en tant que mineur non accompagné par le système galicien de Protection de l'enfance, 18 ans, migration autonome avec des attaches familiales en Galice, venu de Beni Mellal).

Le travail de terrain a montré que les premières migrations en provenance de cette région du Maroc vers l'Espagne datent d'une vingtaine d'années. Les témoignages des informateurs privilégiés, interrogés à Beni Mellal⁵, ont révélé que ces flux en direction des pays du nord de la Méditerranée étaient initialement orientés vers l'Italie et que cette dynamique migratoire s'est par la suite progressivement réorientée vers l'Espagne. Parmi les différents villages d'origine des migrants, celui de Beni Mesquin est décrit par les informateurs comme le village des premiers migrants vers l'Italie, en particulier vers les villes de Turin, Milan, Torino, Bologne et Palerme, où les migrants auraient développé des activités de commerce ambulants. Le second village considéré comme l'un des foyers les plus actifs de l'émigration vers l'Italie, et plus tard vers l'Espagne, est le douar⁶ d'Ouled Youssef. La structuration de ce système migratoire repose donc sur une large connaissance populaire, qui est le produit d'expériences migratoires anciennes ayant contribué à consolider une véritable culture de la migration dans cette région.

Avec la mise en place d'une politique de fermeture des frontières européennes de plus en plus affirmée, les migrations des mineurs peuvent être analysées comme une des conséquences du traité de Schengen (Jiménez Álvarez, 2011 ; Gimeno Monterde, 2012). En effet, les obstacles au regroupement familial rencontrés par les familles inscrites dans ces circulations migratoires dites « traditionnelles » ont contribué à forger la figure du mineur migrant non accompagné dont le statut juridique plus protecteur a pu favoriser l'émergence de ce qui peut être défini comme une stratégie de contournement. Aussi, dans la partie suivante, nous allons étudier le rapport entre le parcours migratoire individuel du mineur et l'existence d'un projet de mobilité sociale au sein de sa famille.

---

5 Dont un entretien avec un chercheur expert dans le domaine des études migratoires dans la région de Tadla Azilal, Beni Mellal.

6 Mot en dialecte marocain qui fait référence à un petit village rural qui regroupe différentes familles d'exploitants et de travailleurs agricoles.

La dimension méso-sociale : des dynamiques familiales sous-jacentes à la migration des mineurs

Des différents cas examinés, émerge le profil de mineurs migrants dont les familles ont pu compenser la prise de risque – du départ d'un de leurs enfants sans tuteur légal – par le fait que celui-ci allait rejoindre un réseau familial en Europe :

« Je suis venue de façon illégale. J'avais quatorze ans, j'étais clandestine. Ils m'ont dit, la police, que je devais avoir quelqu'un ici, quelqu'un de ma famille qui pourrait être responsable de moi, de toutes les choses, de la nourriture, des vêtements, de l'école et tout ça. Et je devais être enregistrée à la mairie, et dire où j'allai habiter et tout ça. Alors mon oncle et ma tante m'ont prise en charge [...] ma mère a dû signer un document pour dire qu'elle laissait toute la responsabilité à mon oncle, pour prendre soin de moi, 'j'accepte que mon frère prenne soin de ma fille', et comme ça je suis restée seulement avec mon passeport et il n'y avait aucun problème, tout le monde connaissait ma condition, les professeurs, la police... Parce que quand je suis arrivée je suis allée à la police pour dire que j'étais venue de façon clandestine, que je n'avais pas mes parents en Espagne, et tout ça, et ils ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire, qu'il fallait attendre trois ans pour avoir les papiers avec un contrat. »

(Entretien avec une jeune fille, 20 ans, migration autonome avec références familiales, accueillie par sa famille résidente en Galice, en provenance du douar d'Ouled Youssef, province de Beni Mellal).

Amina Bargach (2009) a mis en exergue la *nécessité d'une approche plus large* dans l'interprétation des projets migratoires des mineurs non accompagnés, en soulignant combien il était important de considérer leur projet de vie comme lié à un projet familial plus englobant qui se combine avec les attentes personnelles du mineur. Bargach se réfère au rôle joué par ces enfants dans les attentes familiales : « Il n'y a aucun « non accompagné », parce que chaque enfant apporte avec lui un sac invisible plein de rêves, de valeurs et de conseils ; ils transportent avec eux les attentes de leur communauté. Il serait plus approprié de parler d'un jeune migrant sans attache familiale, lorsqu'une famille ne peut pas se permettre de remplir ses fonctions de soins, et que l'enfant perd le droit d'être un enfant et est converti en héros principal de la famille, le père de son père » (2009 : 30). La complexité de cette perspective contraint à envisager, en même temps, l'analyse des institutions qui conditionnent le projet de l'acteur migrant : celle de la famille en tant que structure organisationnelle où l'enfant migrant joue un rôle spécifique avant et après la migration ainsi que le cadre institutionnel dans lequel l'enfant est immergé lors de sa prise en charge. Ainsi, l'examen des attentes familiales portées par le mineur devient un élément essentiel dans la compréhension de sa situation et de ces besoins de protection. Il est important de prendre en compte l'influence de tous ces éléments inscrits au sein du processus de migration infanto-juvénile qui impliquent une perception fondée sur l'imaginaire migratoire collectif. Comme l'explique Castles, la migration apparaît comme une stratégie visant à satisfaire les désirs, les attentes et les projets de la famille, mais aussi ceux d'une communauté (Castles, 2002).

En tant que cadre culturel, la famille marocaine repose sur un schéma d'organisation concrète à l'intérieur duquel « la réciprocité des échanges entre parents et enfants résiste considérablement au développement des différents calculs

individuels » (El Harras, 2004). Ce constat est avéré dans les milieux ruraux du Maroc, où règne, la plupart du temps, une approche verticale et utilitariste des rapports intergénérationnels entre parents et enfants. Alors qu'il existe une volonté affirmée d'autonomie des mineurs dans leurs projets migratoires, les dynamiques de réciprocité familiale restent perceptibles dans les témoignages des mineurs interrogés :

« [...] La plupart des choses que je fais, je ne les fais pas pour moi, on rêve d'un avenir meilleur, pour soutenir notre mère, pour lui rendre tout ce qu'elle m'a donné [...] »
(Entretien avec un jeune garçon marocain, hébergé en tant que mineur non accompagné par le système galicien de protection, venu de Beni Mellal. Il a maintenant 18 ans).

« Le garçon, quand il a vu que son père n'avait pas réussi à avoir les papiers a dit 'je dois y aller pour travailler et l'aider'. Son père a décidé de retourner au Maroc et lui, est resté en Espagne pour avoir les papiers [...]. Je veux qu'il travaille là-bas et qu'il revienne ici quelques fois, et qu'il n'oublie pas sa famille. Je ne veux pas qu'il reste là-bas pour toujours mais pas non plus ici, s'il réussit, s'il arrive à avoir un travail, une maison, il pourra nous aider, car je suis toute seule ici à travailler, son père est ailleurs, dans un autre monde, et moi j'ai mes trois enfants à ma charge... »
(Femme résidente à Beni Mellal, 49 ans, mère d'un jeune migrant accueilli dans un centre de protection de Ferrol, en Galice).

« Il est parti car la vie n'est pas bien ici, et là-bas c'est mieux, ici il était très loin de l'école, et ses parents voulaient qu'il ait une éducation, et un bon travail pour aider sa famille. »
(Jeune homme résident à Ouled Yaich, Beni Mellal, 21 ans, oncle de jeune garçon migrant accueilli dans un centre de protection de La Corogne, Galice).

Bien que la décision de migrer ait été prise par l'enfant, nos observations confirment que ce sont bien les autres membres de la famille qui l'aident à consolider son rêve migratoire :

« Ma mère a pensé à tout, que Soumia n'étudiait pas bien, du coup un jour elle est partie par surprise, elle est partie en Espagne. Elles l'ont décidé entre elles, on ne savait pas grand-chose, jusqu'au moment où elle est partie. Là-bas, elle a été accueillie par mon oncle. Ils l'ont décidé tous les trois. »
(Jeune femme, 16 ans, sœur d'une jeune fille migrante résident à Tui, en Galice, avec ses oncle et tante).

« Je suis venu avec mon oncle, il m'a amené ici, avec les papiers de ses enfants. Une fois, on a passé la frontière, on n'a pas eu de problèmes, je suis venu comme s'il s'agissait de mes propres papiers. Ici, j'ai vécu avec ma tante. »
(Jeune migrant avec références familiales, 25 ans, en provenance du douar d'Ouled Youssef, Beni Mellal).

Certains auteurs ont travaillé la figure de l'enfant choisi comme candidat à l'émigration. Il part dans le but d'obtenir une meilleure éducation, la famille a l'espoir que cela l'incitera à aider le reste de la famille. Bledsoe (1990) les caractérise sous le terme d'« enfant béni », Empéz (2008) utilise l'expression d'« enfant avec références familiales ». Dans chaque cas, la famille décide qui sera le membre qu'elle souhaite promouvoir. Dans cette perspective, le sens d'un transfert informel des responsabilités parentales au sein du réseau familial

vient conforter l'existence d'une orientation prédéfinie dans la trajectoire migratoire des mineurs de Beni Mellal. Il est donc nécessaire d'approfondir les migrations des enfants dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire qui tient compte des aspects culturels, sociaux et structurels, et de prendre en considération la dimension transnationale qui place le mineur au sein d'une structure familiale et relationnelle plus large que celle de sa famille nucléaire dépassant les frontières. Ceci nous conduit à aborder l'articulation entre ces deux sphères, microsociale et macrostructurelle, le tout en lien avec l'impact des politiques publiques sur les parcours éducatifs des acteurs migrants.

La dimension macrostructurelle : l'impact de la politique publique sur les trajectoires éducatives et vitales des jeunes migrants

Selon la législation galicienne, dans le cas où un enfant se trouve dans une situation de danger et privé de son tuteur légal, l'autorité compétente pour assumer sa protection est la communauté du lieu de résidence de l'enfant⁷. Conformément à cette législation spécifique, les mineurs non accompagnés qui sont privés de protection parentale dans leur lieu de résidence doivent être placés sous la tutelle des autorités de la province. Par conséquent, lorsque la tutelle ne peut pas être attribuée à un adulte, membre de la famille proche, installé en Espagne, le service régional de protection de l'enfance prend le jeune en charge. Malgré ce cadre législatif protecteur, en pratique, l'existence de membres de la famille nucléaire ou élargie d'un mineur migrant dans le lieu de destination ne résout pas la question de l'absence de protection et n'éloigne en rien le risque d'exclusion de l'institution. À cet égard, nos observations montrent que les réseaux communautaires ne créent pas d'opportunités d'emploi formel pour les jeunes, mais leur offrent un accès au marché informel à l'intérieur duquel est insérée la majorité des membres de la communauté marocaine en Galice. Ce mode d'insertion ne résout pas pour autant le problème du statut juridique du jeune, ni avant, ni après ses dix-huit ans. Les trajectoires relatives à ces cas mettent en évidence un abandon précoce du cursus éducatif afin d'exercer des activités rémunérées qui fournissent une aide financière supplémentaire au groupe familial non-migrant et au groupe familial d'accueil.

« J'ai ma famille ici mais j'ai dû chercher un contrat de travail de six mois et m'enregistrer à la mairie. Tout le temps où j'ai été ici, j'ai été déclaré à la mairie. Et ensuite, j'ai trouvé un contrat de travail et j'ai dû travailler dans une entreprise pendant six mois pour obtenir mes papiers. Moi, depuis que j'ai eu mes papiers, j'ai travaillé. C'est-à-dire que je suis parti avant d'avoir les papiers et depuis que je les ai obtenus, j'ai travaillé, ça fait plus de quatre ou cinq ans que je travaille. »

(Jeune migrant avec références familiales, 25 ans, en provenance du douar d'Ouled Youssef, Beni Mellal).

⁷ Décret 42/2000, du 7 janvier, sur la famille, l'enfance et l'adolescence selon la législation régionale.

« Je suis venue sans savoir un mot d'espagnol. Et en trois mois, je suis passée au deuxième niveau de la 'E.S.O'. J'avais fini le troisième cours d'éducation secondaire au Maroc, mais ils ne m'ont donné les équivalences que jusqu'au deuxième. À cause de la langue, j'ai perdu une année et après je suis passée au troisième niveau puis au quatrième. (...) J'ai commencé à travailler pour avoir mes papiers. Sinon, je ne pouvais pas rester, j'avais déjà dix-huit ans. Il me fallait un contrat de travail. Je voulais continuer à étudier. (...) J'ai réussi ! Je n'ai jamais eu de problème pour réussir les examens, les professeurs me disent encore « ça aurait été mieux si tu avais pu continuer à étudier ! »

- E : Et ton problème était d'avoir tes papiers...

- Oui, bien sûr, avoir d'abord un contrat, sinon, je ne pouvais pas rester ici, j'avais déjà passé cinq ans en Galice, sans mes parents, et j'ai dû aller travailler, pour avoir un contrat, pour avoir mes papiers et avoir ma carte de séjour. Je ne pouvais pas étudier en même temps, je travaillais de dix heures du matin à quatre heures de l'après-midi, ce n'est pas que je n'ai pas envie, mais j'ai déjà perdu beaucoup de temps, ça fait déjà trois ans que je travaille, si j'étais restée à l'école j'aurai mon bac maintenant.

- E : Et avec l'E.S.O, qu'est-ce que tu peux faire ?

*- Avec seulement l'E.S.O c'est dur...il faut faire autre chose.
J'aimerais bien apprendre la cuisine, moi. »*

(Jeune fille, 20 ans, migration autonome avec références familiales, accueillie par sa famille résidente en Galice, en provenance du douar d'Ouled Youssef, province de Beni Mellal).

De surcroît, la présence des membres de la famille élargie dans les lieux d'installation de l'enfant renforce l'idée, déjà bien répandue au sein de la population espagnole, que les communautés immigrées abuseraient des aides apportées par les services publics. Ce stéréotype vient masquer le rôle fondamental du système de protection de l'enfance au regard des situations de danger auxquelles le mineur migrant demeure potentiellement exposé, même s'il peut compter sur quelques membres du réseau familial installés en Galice. De nombreux facteurs menacent le bon développement du mineur, et plus particulièrement la continuité de son parcours éducatif dans l'optique d'une insertion professionnelle plus immédiate, ouvrant elle-même à une résolution plus aisée des problèmes de papiers. Ces éléments mettent également en lumière la question des mineurs en situation d'« accueil transnational » pour reprendre l'expression d'Empéz (2008). Bien que la migration puisse avoir été réalisée de façon indépendante, certains enfants migrants sont considérés en dehors de la catégorie de « mineurs non accompagnés » lorsque l'administration publique espagnole identifie effectivement l'existence de personnes – souvent des membres de la famille élargie ou des compatriotes – qui assument informellement la garde de l'enfant. Ce qui n'est pas sans soulever une forme d'ambiguïté car cette pratique de délégation de la protection par l'administration publique ne signifie pas pour autant que les mineurs ne puissent pas être exposés à des situations à risques en raison de la précarité sociale qui affecte la plupart des membres de la communauté marocaine résidant en Galice.

---

8 Sigles pour niveau d'Éducation Secondaire Obligatoire dans le système éducatif espagnol.

« Nous parlons d'un mineur non accompagné, nous avons constaté que ses parents, tuteurs légaux, ne sont pas sur le territoire espagnol alors la tutelle est assumée par l'administration régionale. Les parents ne sont pas là pour assumer l'autorité parentale, les devoirs de la garde sont exercés par le gardien et l'administration doit protéger cet enfant au cas où il se produise une négligence par rapport à l'autorité parentale, donc le gouvernement régional maintient l'administration de ses biens et de sa protection tutélaire »

(Entretien avec la responsable du Service de protection des mineurs, gouvernement régional de Galice).

D'autre part, concernant les trajectoires éducatives des jeunes migrants, bien que celles-ci aient fait l'objet de choix personnels, elles sont fortement orientées par le droit commun (législation relative à l'éducation) ainsi que par les législations spécifiques (Loi sur l'immigration, le Protocole régional d'action pour les mineurs non accompagnés, etc.). En Galice, le principal instrument de cadrage relatif à l'intervention auprès d'un mineur pris en charge est appelé le « *Projet individualisé d'éducation* » (PEI). Ce document est élaboré sur la base des choix de l'enfant et de ses besoins individuels (Alonso, 2014). Dans le cas des enfants non accompagnés, bien que l'âge d'entrée dans le système de protection puisse justifier leur intégration dans le système d'éducation obligatoire jusqu'à seize ans, notre enquête a révélé qu'un grand nombre de ces mineurs ont des difficultés pour suivre et s'adapter aux programmes d'éducation secondaire en Galice. Ces difficultés tiennent surtout à un niveau scolaire préalable insuffisant et à la non-maîtrise des langues officielles de la communauté autonome : l'espagnol et le galicien.

Même si le diplôme d'éducation secondaire obligatoire permet un accès aux cycles de formation professionnelle, poursuivre la scolarité au-delà de l'âge obligatoire (seize ans) est rarement la meilleure option étant donnée les possibilités restreintes d'accès à l'insertion professionnelle⁹ des jeunes. Toutefois, le point de vue institutionnel est toujours favorable à l'idée que l'enseignement obligatoire est essentiel pour l'intégration du mineur et pour son accès aux possibilités futures de formation, surtout compte tenu de la pénurie d'emplois destinés aux jeunes en Galice. Les jeunes migrants sont invités par l'institution à poursuivre leur parcours d'éducation obligatoire même si beaucoup d'entre eux n'arrivent pas à obtenir leur diplôme.

« [...] Comme je disais, avant les seize ans l'E.S.O. est obligatoire. C'est le centre scolaire qui s'occupe de l'adaptation aux contenus scolaires et de l'adéquation au niveau de scolarité, mais si le jeune a plus de seize ans il peut se passer de l'E.S.O et il peut être inclus dans le programme Mentor¹⁰. Il s'agit d'un programme de formation pour l'insertion sur le marché du travail. Les techniciens du service de protection interviewent le jeune et en fonction de leurs intérêts, ils désignent le parcours le plus adapté pour lui. »

(Entretien avec le coordinateur du service des mineurs de la province de La Corogne, Galice).

9 En outre, l'accès à l'emploi peut être obtenu par le biais des Programmes de Qualification Professionnelle Initiale (PCPI), qui proposent une voie alternative qui semble plus adaptée au projet personnel des jeunes, en lien avec les objectifs de leur migration, tout en favorisant leur émancipation à court terme.

10 Le programme Mentor, financé par le Fonds social européen, prévoit le placement des bénéficiaires dans des appartements (foyers groupés), la réalisation d'itinéraires de formation et l'accompagnement à l'insertion professionnelle.

« Je ne pense pas que ce soit une option positive que les jeunes commencent leur vie professionnelle à seize ans, il est plus structurant de rester à l'école. Les postes de travail, d'autre part, ne sont pas assez nombreux et il est rare qu'on puisse trouver un travail pour un jeune de seize ans. Comme, normalement, on n'a pas de possibilité (d'emploi), le mineur continue son parcours éducatif avec une scolarité ordinaire. »

(Entretien avec le coordinateur du service des mineurs de la province de La Corogne, Galice).

En ce qui concerne les trajectoires d'émancipation des jeunes interrogés, deux orientations peuvent être distinguées : les jeunes pris en charge jusqu'à l'âge adulte et ceux qui après leur majorité se voient offrir une prolongation de la période d'assistance jusqu'à l'âge de vingt-un ans. Bien que les bénéficiaires de cette assistance supplémentaire soient peu nombreux, son attribution apparaît comme décisive dans la réussite des projets d'émancipation des mineurs non accompagnés.

« Le fait d'accorder une prolongation de la période d'assistance résidentielle suppose que le mineur, ou le jeune adulte, puisse accéder à une carte de séjour après ses dix-huit ans, parce qu'il y a des rapports motivés émis par les services de protection pour renouveler les papiers de résidence. Il existe une coopération institutionnelle à ce propos. La situation sera donc favorable pour le mineur qui peut accéder à une prolongation de son suivi institutionnel. »

(Entretien avec le coordinateur du service des mineurs de la province de La Corogne, Galice).

Plus globalement, le débat se porte sur la question des critères permettant l'inclusion ou l'exclusion des jeunes dans ce programme d'extension de l'assistance institutionnelle après l'âge adulte. La pratique consiste à trier les candidats désignés comme les « plus motivés » et ceux qui ne montrent pas une motivation suffisante :

« Ça dépend de la motivation du candidat. Je sais que ce sujet est plus que discutable, mais le critère principal se base sur la motivation et l'utilisation efficace que le candidat a fait de la période de scolarisation, c'est-à-dire, s'il profite bien des ressources professionnelles mises à sa disposition. Si on perçoit qu'il n'est pas motivé, on résilie sa résidence dans les dispositifs de protection après ses dix-huit ans. »

(Entretien avec le coordinateur du service des mineurs de la province de La Corogne, Galice).

Parmi la majorité de ceux qui ne bénéficient pas de cette protection, le mineur devenu jeune adulte est exclu des services de la protection de l'enfance et relève de l'assistance des services sociaux locaux. Se pose alors la question de la non-régularité de son séjour, en regard du droit des étrangers, car même si ce jeune a pu préalablement bénéficier de la protection de l'enfance, il tombe sous le joug de la Loi sur l'immigration le jour même de sa majorité :

« Quand arrive l'âge de la majorité, la relation entre le jeune et l'administration devient une relation volontaire, et tout ce qu'on peut faire à partir de ce moment sera volontaire pour les deux parties. On peut considérer que si le candidat participe à une formation, le plus habituel est qu'il reste dans le système de protection, mais s'il arrive à l'âge de dix-huit ans après une formation qu'il a abandonné, alors 'on' va penser que ce

qu'on peut lui offrir n'est pas utile pour lui, 'y vamos jallá tu !'¹¹».

(Entretien avec le coordinateur du service des mineurs de la province de La Corogne, Galice).

Les lacunes évoquées dans l'accompagnement institutionnel lors du processus d'émancipation des migrants non accompagnés provoquent une augmentation des situations à risque avec un nombre important de jeunes qui voient s'ajouter à leur situation d'irrégularité administrative une précarité sociale caractérisée par une absence d'emploi, et un accès au logement et aux soins rendu quasiment impossible.

« J'ai déjà dix-neuf ans maintenant, j'habite ici depuis six ans et je n'ai rien pu faire. Si j'étais dans mon pays, je pourrais sûrement avoir un emploi et gagner de l'argent, mais ici je n'ai pas un sou. C'est vraiment dur, je n'ai pas mes papiers non plus, et je demande aux services sociaux de faire une formation mais je ne peux pas, ils ne me laissent pas y accéder, si tu n'es pas espagnol, tu ne peux pas ! Tu peux imaginer ? Pas les immigrés ! Pas les immigrés ! Ils ne nous veulent pas ici, le système de protection sait que je suis ici sans un sou et sans rien, sans papier, parce qu'ils n'ont pas fait mes papiers quand j'étais mineur, ils savent que je suis perdu ici et ils ne font rien ! Ils étaient responsables de moi, tu sais ? Du coup, s'ils savent, pourquoi ils ne m'aident pas ? Ils ne pensent jamais de cette façon-là, c'est juste ça... »

(Jeune garçon marocain, 19 ans, migration autonome, pas de référence familiale en Galice. Rejeté du système d'aide aux mineurs après l'ouverture d'un dossier disciplinaire).

Conclusion

« [V]ous savez, les gens des Affaires étrangères ou quel que soit le service, ils, ils... Je ne sais pas si c'est le droit ou les gens, ou si, si c'est tout simplement qu'ils ne se soucient pas des gens ! Tu sais ? Parce qu'ils pensent que nous sommes des animaux, et nous sommes des personnes ! [...] Ils s'en moquent parce qu'ils ont leur maison, leur boulot et tout va bien pour eux et ils s'en moquent, du sort des autres personnes, et la terre est pour tout le monde ! Tu sais ? La terre est pour les humains, et nous sommes des humains, vous savez ? Ici, ce n'est pas une prison, je ne sais pas comment l'expliquer, mais je veux juste mes papiers pour pouvoir partir en France avec ma sœur. S'ils veulent me sortir pourquoi ils ne me donnent pas juste mes papiers ! ? Ils disent juste « refusé », « rejeté »... »

(Entretien avec un jeune garçon migrant, 19 ans, arrivé en tant que mineur non accompagné, faisant partie des mineurs protégés et hébergés par le gouvernement galicien, se trouvant un an plus tard, en situation irrégulière et occupant sans titre un logement vide).

En revenant à la question initiale de ce travail, nous pouvons affirmer d'une part que la famille est le facteur qui explique en grande partie les objectifs et la direction du projet d'immigration des enfants, mais que d'autre part la combinaison entre les stratégies individuelles et les éléments structurels (notamment la politique de protection de l'enfance et la politique migratoire) déterminent finalement les résultats auxquels ceux-ci parviennent.

---

11 Expression espagnole qui fait référence à « tant pis pour toi, c'est ton problème ! ».

Ainsi, si la migration s'explique à partir de facteurs liés au positionnement de l'acteur migrant au sein de la structure familiale, l'existence d'un réseau transnational de parenté justifie l'établissement en Galice. L'implication du mineur migrant dans un projet familial de mobilité sociale donne un sens à sa mobilité géographique. Or, cette présence familiale dans le contexte de migration peut paradoxalement avoir un impact négatif sur la prise en charge du mineur migrant par les services de protection de l'enfance. En effet, la présence de membres de la famille non titulaires de l'autorité parentale dans ce contexte engendre la méfiance de la part des autorités responsables. Alors qu'elles doivent prendre en charge le mineur, elles mettent en doute son besoin réel de protection et en viennent à forcer une situation d'accueil informel au sein de sa famille élargie. Les entretiens réalisés auprès des acteurs institutionnels font de manière récurrente référence au besoin de prévenir l'effet « appel d'air » quand il s'agit de prendre en charge des mineurs disposant d'un réseau de parenté dans le contexte d'accueil. Un tel argument renvoie à la possibilité qu'ont les jeunes d'obtenir un titre de séjour suite à leur prise en charge par une tutelle institutionnelle en tant que mineurs en situation de danger. Nonobstant, leur exclusion de la protection institutionnelle peut constituer une atteinte à leur « intérêt supérieur » car, y compris dans leur entourage familial, ils peuvent être exposés à des risques d'exploitation ou à celui d'un décrochage scolaire lié à l'obligation « d'apporter un revenu » au sein de la famille d'accueil ou à celle restée au pays. L'abandon du parcours éducatif est particulièrement significatif chez les mineurs migrants en situation d'accueil informel au sein de leur famille élargie qui sont confrontés à la nécessité de trouver un moyen de régulariser leur situation lorsqu'ils atteignent leur majorité légale (dix-huit ans en Espagne). En outre, les parcours des jeunes dans l'institution sont aussi fortement conditionnés par des facteurs liés aux politiques migratoires, ce qui est susceptible de limiter les possibilités d'insertion et d'ascension sociale des mineurs migrants. Les mineurs protégés dans le cadre temporel défini sont fréquemment orientés vers des parcours scolaires professionnalisés peu qualifiés. Cela signifie que le mineur protégé est fréquemment contraint d'abandonner son cursus lorsqu'il atteint dix-huit ans afin de s'intégrer sur le marché de l'emploi. De plus, les retards dans la délivrance des titres de séjour et des diplômes d'études constituent des obstacles supplémentaires pour pouvoir travailler.

En somme, l'interrelation des champs liés à la famille et à l'institution conditionne fortement les parcours de vie, étudiés. L'impact des politiques publiques est compensé par des dynamiques intrafamiliales sous-jacentes aux migrations internationales et, dans tous les cas, les deux sphères – publique et privée – s'influencent mutuellement. Cette combinaison de politiques publiques et de stratégies migratoires est révélatrice d'une articulation complexe entre éléments macrostructurelles et microsociaux.

Il est crucial d'envisager le système de protection de l'enfance comme une structure capable de produire une égalité des chances pour la totalité des enfants sans protection. Et il est urgent de comprendre que ces jeunes migrants sont sans doute des individus exposés au risque d'exclusion sociale le plus immédiat.

➤ Références bibliographiques

Arab Chadia (2005) Les Aït Ayad, entre Angers et Beni Ayatt, *Acte du colloque d'Agadir, place et rôle des émigrés/immigrés dans le développement local dans les pays du Maghreb et du sahel*, Agadir, Collection mobilités et dynamique spatiale au Maroc, pp. 99-117.

Arab Chadia (2002) De Beni Ayatt à Angers, mémoire et itinéraire d'une communauté berbère du Moyen Atlas marocain (1960, 2000), Actes du colloque, les étrangers dans l'ouest de la France (XVIII-XXe siècle), Cholet, *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 109 (4), pp. 231-241.

Arab Chadia et Sempere Juan David (2009) Les jeunes « harragas » maghrébins se dirigeant vers l'Espagne : des rêveurs aux « brûleurs de frontières », *Migrations société*, 125, pp. 191-206.

Arab Chadia (2010) Des territoires circulatoires des Aït Ayad à travers l'espace euro-méditerranéen, in Françoise Lorcerie, *Pratiquer les frontières. Jeunes migrants et descendants de migrants dans l'espace franco-maghrébin*, Paris, édition du CNRS, pp. 37-57.

Arce Jiménez Elena (2006) *Los menores extranjeros: su desprotección frente a la legislación de extranjería*, in Francisco Checa Olmos, Ángeles Arjona y Juan Carlos Checa Olmos (2006) (Eds.) *Menores tras la frontera. Otra inmigración que aguarda*, Barcelone, Ediciones Icaria-Antrazyt, pp. 246-278.

Alonso Paula (2014) El impacto de las políticas educativas en la carrera formativa de jóvenes marroquies, in Natalia Ribas y Sofia Laiz (Eds.) *Movilidades adolescentes. Elementos teóricos emergentes en la ruta entre Marruecos y Europa*, Barcelone, Ediciones Bellaterra, pp. 302-319.

Bargach Amina (2009) La integración del menor migrante sin referente adulto en el país receptor, in Jiménez Hernández Antonio (Coord.), *Menores migrantes sin referentes familiares*, Grenade, Grupo Editorial Universitario, pp. 29-34.

Castles Stephen (2002) Migration and Community Formation under Conditions of Globalization, *International Migration Review*, 36 (4), pp. 1143-1168.

Castles Stephen (2004) The Factors that Make and Unmake Migration Policies. *International Migration Review*, 38 (3), pp. 852-884.

Checa Olmos Francisco, Arjona Ángeles et Checa Olmos Juan Carlos (2006) (Eds.) *Menores tras la frontera. Otra inmigración que aguarda*, Barcelone, Ediciones Icaria-Antrazyt. 240 p.

Chavez Liliana and Menjivar Cecilia (2010) Children Without Borders: A Mapping of the Literature on Unaccompanied Migrant Children to the United States, *Migraciones Internacionales*, 5 (3), p. 71-111.

De Lima Philomena, Punch Samantha and Whitehead Ann (2012) *Exploring children's experiences of migration: movement and family relationships*, Centre for Research on Families and Relationships, Briefing 61, July, pp. 1-4.

Duvivier Émilie (2008) Du « Temps du déplacement » au « Temps de l'institution » : analyse des trajectoires migratoires d'un groupe de mineurs isolés pris en charge dans un foyer socio-éducatif de la métropole lilloise. La migration des mineurs non accompagnés en Europe, *E-migrinter*, 2, pp. 196-206.

Duvivier Émilie (2010) Entre installation et poursuite de la mobilité : analyse des trajectoires post-institutionnelles de jeunes isolés étrangers accueillis à l'Aide sociale à l'enfance, *Migrations société*, 129, pp. 243-255.

Duvivier Émilie (2012) *Entre protection et surveillance : parcours et logiques de mobilité de jeunes migrants isolés*, thèse de doctorat, université de Lille, Lille.

Duvivier Émilie (2009) Quand ils sont devenus visibles... Essai de mise en perspective des logiques de construction de la catégorie de « mineur étranger isolé », *Pensée plurielle*, 2, pp. 65-79.

El Harras Moktar Marruecos (2004) La diversificación de las estructuras y relaciones familiares in Bernabé López García y Mohamed Berriane, *Atlas de la inmigración marroquí en España*, Madrid, Ediciones Universidad Autonoma de Madrid, pp. 34-36.

Empéz Nuria (2008) Menores no acompañados con referentes familiares, los invisibles del sistema de protección, *X Coloquio Internacional de Geocrítica. Diez años de cambios en el mundo, en la geografía y en las ciencias sociales*, 1999-2008, 26-30 mai, Barcelona, Universidad de Barcelona.

Fernández González y María Begoña (2007) *El desamparo y la protección de los menores inmigrantes*, Cizur Menor, Aranzadi, 218 p.

Ficot Elodie (2003) Les réponses des professionnels face aux mineurs étrangers isolés, *Revue Initiatives*, 1241, pp. 100-106.

García Vázquez Sonia (2005) El régimen jurídico del menor inmigrante. *Anuario de la Facultad de Derecho*, Coruña, Edicións da Universidade da Coruña, pp. 423-450.

Gimeno Chabier (2011) El orden y la gente : los menores migrantes no acompañados, in Silvia Giménez et Almudena García (Coord.), *Innovaciones en la sociedad del riesgo*. Madrid, Asociación castellano manchega de sociología, pp. 849-864.

Heering Liesbeth, Van Der Erf Rob and Van Wissen Leo (2004) The Role of Family Networks and Migration Culture in the Continuation of Moroccan Emigration: A Gender Perspective, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 30 (2), pp. 323-337.

Jiménez Hernández Antonio (dir.) (2009) *Menores migrantes sin referentes familiares*, Grenade, Grupo Editorial Universitario, pp. 29-34.

Jiménez Álvarez Mercedes (2003) *Buscarse la vida. Análisis transnacional de los procesos migratorios de los menores marroquíes no acompañados en Andalucía*, Madrid, Editorial SM.

Jiménez Álvarez Mercedes (2006) Menores inmigrantes o los vulnerables de la globalización, in Francisco Checa y Olmos, Ángeles. Arjona y Juan Carlos Checa Olmos, *Menores tras la frontera*, Barcelone, Icaria Antrazyt, pp. 63-78.

Kanics Jyothi and Daniel Senovilla Hernández (2010) Protected or Merely Tolerated? Models of Reception and Regularization of Unaccompanied and Separated Children in Europe. *Migrating Alone: Unaccompanied and Separated Children's Migration to Europe*, London, UNESCO Publishing, 187 p.

Kohli Ravi (2002) Social Work with Unaccompanied Asylum-Seeking Young People, *Forced Migration Review*, 12, pp. 31-33.

Kohli Ravi and Mather Rosie (2003) Promoting Psychosocial Well-being in Unaccompanied Asylum Seeking Young People in the United Kingdom, *Child & Family Social Work*, 8 (3), pp. 201-212.

Laiz Moreira Sofía (2011) Buscando una oportunidad. Menores que migran solos a Galicia, in Javier García Castaño y Nina Kressova (Coord.), *Actas del I Congreso Internacional sobre Migraciones en Andalucía*, Grenade, Instituto de Migraciones, pp. 943-956.

Laiz Moreira Sofía (2011) La situación y tratamiento institucional de Los jóvenes migrantes no acompañados en Galicia: ¿hacia una emancipación? *Revista sobre la infancia y la adolescencia*, 1, pp. 72-85.

Laiz Moreira Sofía (2013) Itinerarios institucionalizados: Responsabilidades y dinámicas de exclusión en la protección de los menores migrantes no acompañados en Galicia, *Revista Electrónica de Investigación y Docencia (REID)*, 10, pp. 72-85.

Laiz Moreira Sofía (2012) Famille, communauté et transnationalisme dans les migrations des mineurs Marocains vers l'Espagne : le cas de Beni Mellal, *Hommes et Migrations*, 1300, pp. 62-71.

López Azcona Aurora (2008) El tratamiento de los menores extranjeros no acompañados en el Derecho español, *Revista de derecho migratorio y extranjería*, 17, pp. 103-136.

Monteros Silvina (2007) *La construcción social de un nuevo sujeto migratorio. Los MM marroquíes no acompañados*, thèse de doctorat, inédite, Universidad Autónoma de Madrid.

Quiroga Raimúndez Violeta (2003) *Els petits Harraga. Menores immigrants no acompanyats d'origen marroquí a Catalunya*, thèse de doctorat, inédite, Tarragona, Universidad Rovira y Virgili.

Quiroga Raimúndez Violeta (2006) Los menores inmigrantes no acompañados en Europa. Una mirada antropológica, in Francisco Checa Olmos, Ángeles Arjona y Juan Carlos Checa Olmos (Eds.), *Menores tras la frontera: otra inmigración que aguarda*, Barcelona, Icaria, pp. 189-226.

Quiroga Raimúndez Violeta, Alonso Ariadna y Soria Montserrat (2009) *Sonnis de but xaca, Nois u noies menors migrants no acompanyants a Catalunya*, Barcelona. Grup de recerca Infancia i Famílies de ambientsmulticulturals (IFAM) Fundació Pere Tarrés-Universitat Ramon Llull, 228 p.

Senovilla Hernández Daniel (2007) *Un estudio comparado de 6 países: Alemania, Bélgica, España, Francia, Italia y Reino Unido*, Brussels, International Juvenile Justice Observatory, 62 p.

Senovilla Hernández Daniel (2010) Mineurs étrangers non accompagnés et séparés en Europe. Une analyse comparative de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant dans six pays, *Migration et Société*, 32, n°129-130, pp. 99-114.

Vacchiano Francesco (2007a) F. Ighorba kebrit : images et parcours des mineurs migrants entre Maroc et Italie, Communication présentée au sein du Colloque international « *La migration des mineurs non accompagnés en Europe* », 9-11 octobre, Poitiers, MIGRINTER et université de Poitiers, 9 p.

Vacchiano Francesco (2007b) L'émigration des mineurs entre le Maroc et l'Italie. Analyse du contexte social et des itinéraires, *Rapport du projet M.n.M* (« Migration et mineurs ») de l'OIM, 18 p.

Vacchiano Francesco (2010) Bash n'ataq l-waldin ('to save my parents') Personal and Social Challenges of Moroccan Unaccompanied Children in Italy, in Jyothi Kanics *et al.* (Eds) *Migrating Alone: Unaccompanied and separated children migrating to Europe*, London, UNESCO Publishing, pp. 107-129.

Sofia Laiz Moreira

❖ **L'impact de l'institution dans les processus d'émancipation des mineurs migrants de Beni Mellal (Maroc) en Galice (Espagne)**

Cet article présente les résultats de travaux de recherche réalisés depuis 2010 auprès de la communauté des enfants migrants non accompagnés ayant été pris en charge par le système de protection de l'enfance de la communauté de Galice (Espagne). Il s'agit d'analyser l'impact du processus d'institutionnalisation sur les projets et les trajectoires de jeunes migrants en provenance de Beni Mellal (Maroc), en mettant l'accent sur le rôle du système institutionnel dans leur transition vers la vie d'adulte. Cette recherche révèle comment les parcours migratoires des mineurs sont fortement conditionnés par les dynamiques familiales ainsi que par certains déterminants structurels, dont la politique d'intervention auprès des mineurs non accompagnés en Espagne et en Galice. Une approche multidimensionnelle permet d'observer comment l'articulation entre éléments macro, méso et microsociaux contribuent à définir la direction et les résultats de ces trajectoires.

❖ **The impact of institutionalization in Beni Mellal's (Morocco) migrant children's emancipation process in Galicia (Spain)**

This paper aims at presenting the results of the research work that I have been conducting since 2010 with the community of unaccompanied migrant children institutionalized under the Child's Protection System of the Autonomous Community of Galicia (Spain). This paper provides an analysis of the impact of institutionalization on Beni Mellal's (Morocco) children's migration projects and pathways with special emphasis on protection system's role in their transition to adulthood. The study reveals that youngsters' pathways are largely conditioned by family dynamics behind children's project as well as by the structural determinants, particularly, by public policy with unaccompanied children in Spain and in Galicia. A multi-dimensional approach enabled to observe how the linking of macro, meso and microsocial elements greatly contributes to define the orientation and results of such pathways.

❖ **El impacto de la institucionalización en los procesos de emancipación de los menores migrantes de Beni Mellal (Marruecos) en Galicia (España)**

Este artículo tiene por objetivo presentar los resultados de la investigación que vengo llevando a cabo desde el año 2010, teniendo en cuenta a la comunidad de menores no acompañados acogidos por el Sistema de Protección de la Infancia de la Comunidad Autónoma de Galicia (España). Se trata de un trabajo que se centra en el análisis sobre el impacto del proceso de institucionalización sobre los proyectos y trayectorias seguidas por los jóvenes migrantes de Beni Mellal (Marruecos) y que pone el acento en el rol del sistema de protección en su transición hacia la vida adulta. El estudio revela cómo las trayectorias migratorias de los menores se ven fuertemente condicionadas por las dinámicas familiares detrás de sus proyectos así como por los determinantes estructurales, particularmente, por la política pública en materia de menores no acompañados en España y en Galicia. Un enfoque multidimensional permitirá observar como la articulación entre elementos macro, meso y microsociales pueden contribuir a definir la orientación y los resultados de estas trayectorias.